



NDL : enraciné.es, déterminé.es, mobilisé.es !

L'État recrute des entreprises. Les zadistes rameutent leurs soutiens.

Suite à l'annonce publiée le 23 octobre par le gouvernement d'un nouvel appel d'offre pour la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes, nous rappelons notre détermination à empêcher toute tentative de démarrage des travaux ou d'expulsion de la ZAD. Il nous apparaît par ailleurs nécessaire de mettre en avant l'hypocrisie flagrante du gouvernement quant à ses préoccupations environnementales à la veille de la COP 21.

■ Le gouvernement trahit ses engagements

L'appel d'offre lancé quant aux travaux de la desserte aéroportuaire est un signe de plus de sa volonté de passer en force et de trahir ses engagements publics de 2014 à ne pas « débiter les travaux avant l'épuisement de tous les recours juridiques

actuellement déposés». Cet épuisement était censé inclure l'ensemble des appels et pas seulement le passage en premier instance. Ces appels lancés par les associations, notamment concernant la loi sur l'eau et les questions environnementales, n'ont toujours pas été jugés. Cette nouvelle annonce s'ajoute à la reprise des procédures d'expropriation et d'expulsion des locataires et paysans « historiques », ainsi qu'à sa campagne d'attaque médiatique contre le mouvement anti-aéroport et les habitants de la ZAD.

■ En route vers la COP 21

Dans ce contexte nous lançons une série de nouvelles mobilisations avec l'ensemble du mouvement anti-aéroport : occupants, paysans, associations, comités de soutien... Nous organisons, entre autre, un convoi en tracteurs et vélos qui partira de ND des Landes le 21 novembre pour se rendre à Paris lors de la COP21, sommet intergouvernemental sur le réchauffement climatique. Nous viendrons y dénoncer l'hypocrisie

flagrante entre, d'une part, la volonté affichée à ce moment là par le gouvernement, de lutter contre le réchauffement climatique, et d'autre part, la menace de revenir quelques semaines plus tard pour expulser la ZAD, détruire plus de 1600 ha de terres agricoles, de zones humides et d'habitats pour y construire un nouvel aéroport.

■ Occuper la ZAD, toujours plus.

En attendant, l'occupation de la ZAD continue, les centaines d'hectares remis collectivement en cultures, ainsi que la soixantaine d'habitats, fermes, maisons, logis auto-construits s'envisagent sur le long terme, pour les quelques deux cents personnes qui vivent sur la ZAD ainsi que pour leur nombreux soutiens dans la région.

Nous résisterons ensemble dans toute notre diversité, sur les terres de ND des Landes et bien au-delà, face à toute tentative d'attaque de la ZAD et de démarrage des travaux. Nous l'avons déjà fait face à l'opération César en 2012. Nous sommes aujourd'hui plus fort.es encore grâce à l'énergie accu-

Il se fait beaucoup de souscriptions pour les maux qui viendront (peut-être), et point pour les maux qui existent.



Coups de navette - 29 avril 183
Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans.*

mulée par le mouvement dans la région et ailleurs, et le soutien de plus de 200 comités locaux.

La multiplication actuelle des résistances face à des projets aussi inutiles que nuisibles nous conforte dans le fait qu'un grand mouvement s'est ouvert face à l'aménagement marchand du territoire, à la privatisation du vivant, ou encore à la disparition des terres agricoles. Ce mouvement porteur d'un immense espoir, laisse augurer de la possibilité d'autres manières de vivre, d'habiter, de travailler et de cultiver. Elles sont déjà à l'œuvre et ne se laisseront pas écraser. ●

*Des habitant.es de la ZAD
de Notre-Dame-des-Landes
Zone A défendre - <http://zad.nadir.org/>*

Ps : Nous souhaitons bien du courage à toutes les entreprises gagnantes de l'appel d'offre.

Attention, groupe ultra violent !

La CNT appelle à la vigilance et à la détermination face à ce petit nombre d'individus ultraviolents, Premier ministre, présidents de département et de région, candidats en campagne, préfet, concessionnaire Ford président l'association des pro-aéroport... Autant de personnages prétendant, au nom de l'intérêt supérieur du capitalisme, expulser de la ZAD ses habitant.es et ses paysan.nes qui ont la légitimité de l'usage de la terre, de son occupation et de la résistance à un projet autoritaire dévastateur. Un projet notamment néfaste envers l'agriculture et ses potentialités alimentaires pour nourrir l'agglomération.

Si l'on prenait autant de précautions pour détruire la concurrence qu'on paraît en prendre pour se préserver du choléra, la misère ne serait pas si contagieuse.



Coups de navette - 29 avril 1832

Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans...*

Mettons Vinci en boîte !

Nouvelle occupation à Notre-Dame-des-Landes.

Objectif : bocaux du bocage.

Une nouvelle maison désaffectée a été réoccupée par le mouvement d'opposition à l'aéroport et son monde à ND des Landes. Une des réponses aux menaces d'évacuation et aux coups de mentons du Premier Ministre qui veut expulser les occupants de cette zone de bocage près de Nantes et démarrer les travaux arrêtés depuis l'Opération César en octobre 2012.

Le 10 octobre dernier, au lieu dit la Noé Verte, sur la commune de Grandchamp-des-Fontaines (Loire-Atlantique), une centaine de militant.es ont investi une maison désertée depuis quatre ans et détenue par Vinci dans le périmètre de la ZAD, à l'est de la zone, peu occupée par le mouvement jusqu'à présent. Le «kyste» cher à Manuel Valls s'étend, la résistance prend racine. Le but de cette occupation : créer une conserverie autogérée ouverte à toutes les personnes souhaitant transformer leurs légumes et s'engager dans l'autoproduction, la transformation et la consommation alimentaire hors des réseaux marchands. Soupes ou bocaux de champignons, châtaignes, compotes, confitures forment les premières denrées produites. Les cultures maraîchères et de plantes médicinales autour de la maison, l'usage d'un autoclave professionnel vont développer l'activité.

Ce nouveau lieu de résistance et d'expérimentation s'ajoute à la quarantaine de maisons et de cabanes déjà occupées et aux deux cents hectares cultivés sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Déjà investies dans les associations nantaises au



tour de la question politique de l'approvisionnement et de l'alimentation, la douzaine de personnes engagées dans ce projet de conserverie entend par ailleurs renforcer les liens et les échanges avec l'agglomération nantaise. Elles dénoncent du même coup la politique de terreur mise en place par les collectivités locales vis à vis des associations et acteurs engagés dans la lutte contre l'aéroport et son monde.

La CNT appuie cette initiative sociale, alimentaire et politique montrant que la ZAD, Zone à Défendre, est aussi une Zone d'autonomie définitive. ●

CNT Interco Nantes

CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
5, place des charrons - 57000 Metz
06 52 17 93 54

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris
Mèl : cs-administration@cnt-f.org

Liban

Le mouvement youstink libanais

Un problème d'ordures affronte la classe politique corrompue.



Deux temps, trois mouvements
Aperçu des principales coalitions
et de leurs collaborateurs .

Alliance du 8 Mars : Soutenu par les Syriens et le gouvernement iranien. C'est grosso modo le front de résistance face à l'occupation israélienne au Sud Liban.

Alliance du 14 Mars : Soutenu par l'Arabie Saoudite et les États-Unis, anti-coalition irano-syrienne, bien que la plupart de ses membres aient été soutenus par le régime syrien pendant la guerre civile libanaise (ce sont eux qui accusent le régime syrien d'avoir tué le député Rafik Hariri en 2005).

«Mouvement Civil» du 22 août : Les nouveaux sheriffs de la ville ! Composé de citoyens libanais fatigués du système de sectes corrompues. Eux n'ont pas de soutien dans le gouvernement ou de l'étranger. Ils se sont montés pour protester contre le système sectaire en 2011, ce qu'ils ont toujours fait depuis, mais n'ont gagné en popularité que récemment suite à la «Crise des ordures». Ces gens ne forment pas un parti politique, ne sont pas dirigés par un «Zaim», n'ont pas de représentant au gouvernement ni au parlement. Ils protestent contre l'inefficacité du gouvernement, et demandent plus de transparence et de rendre des comptes.

Ces trois mouvements mélangent toutes les dénominations religieuses. Cependant, si le 8 Mars est à majorité musulmane chiite, le 14 Mars à majorité sunnite, le mouvement citoyen est strictement civil et ne brandit d'autre drapeau que le drapeau libanais, en appelle à un État non-sectaire [autrement dit laïc, ndt] et la séparation de l'Église et de l'État.

« **J**e suis un Libanais de 31 ans qui n'en peut plus », confie Ezzat Agha. Il a étudié à l'université pour de-

venir ingénieur en mécanique et s'est engagé activement dans plusieurs organisations, l'Association libanaise pour des élections démocratiques, et l'Association scout libanaise notamment.

J'ai rencontré Ezz en février 2013 lors d'un voyage au Liban. Il nous a hébergés avec mon amie pendant plus de 8 jours. Longues soirées à discuter de la vie, de son pays et du nôtre autour de bouteilles de pinard de la Bekaa... Depuis, il est même venu nous voir en France ! Nous sommes toujours restés en contact. C'est grâce à lui que j'ai pu constater qu'il se passait quelque chose au Liban, même si je ne comprenais pas grand chose, ses messages étant en général en arabe. Les médias français ont peu parlé du mouvement youstink et j'espère que cette petite in-

terview par e-mail permettra de mieux comprendre le comment du pourquoi de ces manifestations.

J.B.

■ Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui au Liban ?

Ezz : En gros depuis la guerre civile au Liban dans les années 80, nous les Libanais avons été «gouvernés» par les mêmes personnes appelées «Zaims», qui sont en fait devenus généraux après avoir pris part à la guerre civile, et ils demeurent jusqu'à aujourd'hui les «Zaim» de chaque groupe communautaire. «Zaim» est un mot d'argot libanais qui résume ce qu'ils sont : des leaders d'une des sectes libanaises qui tirent profit d'un système de «donnant-donnant», également connu sous le nom de «système de faveur» clientéliste : en gros tu rends un service à des gens et ils te sont redevables.

Dans les années passées, nous, le peuple libanais, avons été privés de notre droit de vote pour deux élec-

Le SI, c'est quoi ?



tions parlementaires consécutives, et sommes restés sans président pendant plus de 500 jours ; sans parler des problèmes qui émergent à chaque fois qu'un gouvernement doit être reformé car l'ancien n'était plus «conforme à la constitution» ou qu'un nouveau président est élu par le parlement.

■ Comment a démarré le mouvement ?

Un problème est apparu il y a environ 4 mois* lié à la gestion des déchets. Une décharge du Mont Liban [Principale montagne au centre du Liban] a été fermée de force suite aux protestations des riverains. En 1997, une crise similaire avait été résolue par l'ouverture de cette décharge qui ne devait être qu'une solution temporaire d'urgence, pour quelques mois. Ça a duré jusqu'en 2015. Privées de destination, les ordures de Beyrouth, de sa banlieue et du Mont Liban ont commencé à s'entasser. Le gouvernement n'a pas fait rouvrir cette décharge de force parce qu'un membre du parlement, président du «Parti Socialiste Progressiste» et leader des Druzes du Mont Liban, Walid Jonblat, a des intérêts là bas.

Les manifestations citoyennes ont commencé autour d'un groupe appelé #YouStink («#TuPues») avec environ 26 personnes. Aux manifs suivantes, ils étaient 60, puis 1500, puis 6000, puis 150000 Libanais, femmes, hommes, enfants, familles, seniors de toutes les origines de la société libanaise, dans tout le centre de Beyrouth (autour de la place Riad Al

Solh et de la place des Martyrs).

■ Comment t'impliques-tu dans les manifs ?

En tant que scout, le patriotisme est l'une de nos vertus, c'est l'une des raisons principales de mon investissement dans le mouvement citoyen. Je participe à toutes les manifs en tant que citoyen libanais où mon expérience et ma connaissance des premiers secours peuvent être utiles.

■ Qu'attendez-vous de ce mouvement ?

On m'a posé cette question à plusieurs reprises et j'ai remarqué que ma réponse avait changé par rapport au début du mouvement...

Mon père m'a demandé : « Qu'est-ce que vous espérez faire ? Changer la société libanaise ? » Ma réponse a été que la différence entre nous et les autres pays arabes, c'est que nous n'avons jamais vécu de révolution civile pour demander l'accès à nos droits en tant que peuple, ça a toujours été fait par des leaders religieux ou une quelconque secte où de toute façon c'était pour leurs propres bénéfices. Ce que je veux moi, c'est planter les graines de nos droits civiques, de responsabilité et de sens citoyen dans les consciences collectives au Liban.

Et maintenant, qu'est-ce que j'attends ? Que le gouvernement libanais soit responsable de ses actes devant le peuple. J'attends d'être libre d'exercer mon droit d'élire mes représentants au parlement. J'attends de vivre dans un pays où chacun est traité de

Depuis de nombreuses années, la CNT travaille en solidarité avec des structures syndicales et associatives se revendiquant de la lutte des classes et de l'émancipation. Cette solidarité est prise en charge par le Secrétariat International, composé d'adhérents de toute la confédération et représenté par des mandaté-e-s, désignés par le congrès confédéral tous les deux ans.

Le développement des relations internationales reste d'abord un travail de base, mené par les syndicats et les militantes eux/elles-mêmes. Le Secrétariat International apporte les conditions nécessaires pour que ces relations puissent se renforcer ; il ne s'agit en aucun cas de définir une tendance politique quelconque, mais de devenir l'expression de la solidarité internationale de tous les syndicats de la CNT.

SOLIDARITE INTERNATIONALE

La solidarité internationale telle qu'envisagée par la CNT ne prend pas la forme d'un soutien de type «humanitaire» : nous sollicitons autant nos contacts dans les luttes syndicales que nous menons qu'ils le font pour leurs propres luttes.

Cette solidarité passe également par une veille permanente des événements liés aux droits sociaux des travailleurs. Ses et à la qualité de vie de chacun dans les pays dans lesquels nous avons des partenaires.

FORMES D'ACTIONS

- * Signature de textes collectifs engageant la solidarité envers l'organisation demandeuse
- * Rassemblements de solidarité
- * Rencontres formelles avec ces organisations ou collectifs, en France ou ailleurs, afin de nouer des contacts et de nous former mutuellement
- * Association au projet général d'une organisation ou association
- * Missions sur le terrain pour établir de nouveaux contacts, maintenir les anciens, connaître la réalité du terrain, apporter notre soutien et nous former sur d'autres formes de lutte
- * Rencontres de branches. Lorsque nous recevons ou envoyons une demande de solidarité, nous nous efforçons de mettre en contact les branches d'industrie équivalentes (éducation, santé, BTP etc.)

COMPOSITION DU S.I.

Le Secrétariat International est divisé en groupes de travail (ou GT) recouvrant des régions plus ou moins étendues du globe : Palestine, Afrique, Amériques, Océanie & Europe. Pour visualiser ce travail, vous pouvez consulter le site du Secrétariat International

<http://www.cnt-f.org/international>

Confédération Nationale du Travail
Secrétariat International
33, rue des Vignoles
75020 Paris

Faits marquants, principales dates :
Chronologie des événements et des manifs :
<http://lebanonrevolts.com/how-it-all-started>
Tu pues, le site : <http://www.youstink.org/>



manière égale devant la loi. J'attends de vivre dans un pays où mon droit de manifester n'est pas piétiné. J'attends de pouvoir me doucher quand je veux, regarder la télé quand je veux, conduire sur une route goudronnée, randonner où je veux, vivre où je veux... J'attends de vivre dans un pays que je peux considérer mien, et pas celui d'une bande de privilégiés cachés, possédés et contrôlés par des bourgeois incompetents qui ne se rendent pas compte qu'ils sont des fonctionnaires d'État... C'est ça que j'espère maintenant. Je m'attends aussi à ce que le chemin soit très long, que les 40 dernières années vont prendre du temps à être surmontées.

■ Comment réagit le gouvernement ?

Le 22 août, il y avait bien 10 000 manifestants dans le centre de Beyrouth. Nous avons commencé à défiler de la place Riad Al Solh vers la place des Martyrs, puis direction le boulevard Al Nahar. Ces rues et places sont toutes coupées par de plus petites rues qui peuvent amener à la place Nejme où siège le parlement. Ces petites rues sont toutes barricadées de portails blindés, murs en ciment, fils barbelés etc., par la police et avec le soutien de l'armée libanaise, pour nous empêcher d'entrer place Nejme.

La manif s'est arrêtée à chaque point d'entrée en chantant des slogans anti-corruption. À l'un de ces arrêts, un soldat a sorti son arme et a tiré plusieurs salves en l'air pour disperser les manifestants, ce qui fut le premier incident où l'armée a utilisé la force contre nous. On était révoltés, nos chants se sont emplies de rage parce qu'après cette réaction des militaires, on ne s'est pas dispersé. Ils ont alors commencé à utiliser des gaz lacrymogènes, puis des balles en caout-

chouc et des canons à eau alors qu'on battait en retraite pour se rassembler et défiler de nouveau. Ce fut une longue nuit, du genre qui arrive désormais à chaque manif.

L'armée considère chaque manif comme une menace, alors que nous le faisons de manière pacifique, en général par des sit-in, peu importe l'endroit. Ils nous repoussent avec leurs boucliers anti-émeute, nous frappent avec leurs matraques sur la tête. Quand on se fait attraper, on est traîné par terre, et violemment tabassé même une fois dans les commissariats. Les violences policières ne sont plus une légende pour nous... (<http://hummusforthought.com/2015/08/23/what-happened-on-saturday-the-22nd-of-august/>)

■ Comment ne pas être récupéré par des partis politiques ou des mouvements religieux ?

Plusieurs fois, des leaders de partis politiques ont déclaré aux infos qu'ils soutenaient notre cause comme mouvement populaire. Notre réponse a toujours été : « Si vous voulez nous soutenir, vous pouvez démissionner de votre place au gouvernement et vous serez plus que bienvenu.e à nous rejoindre en tant que citoyen.ne

Secte et secte

Le mot «secte» utilisé à plusieurs reprises ne doit pas être pris dans le sens habituel du terme en français, à savoir un petit groupe de gens qui idolâtrant un gourou. Du fait de la multiplicité religieuse du Liban, «secte» désigne ici une branche religieuse issue du christianisme ou de l'islam principalement. Au final c'est quasiment la même chose, à la différence que les «sectes» dont on parle ici sont officielles et fédèrent toute la société libanaise.

libanais.» Nous pensons que le problème n'est pas avec tel ou tel parti, mais tous, sans exception. Toute la classe politique est corrompue. Tout le système. On ne fait pas de distinction entre un membre du parlement et un autre, entre un parti politique ou un autre.

■ Le mouvement you stink s'est internationalisé ces derniers temps. Attendez-vous un soutien de l'étranger ?

Non, on n'attend rien. La seule aide qu'on reçoit vient des expatriés libanais ou dans le pays qui se sentent représentés par ce mouvement. Le rapport financier sur le site de youstink explique d'où viennent les fonds.

■ Pourquoi ce mouvement est-il si spécial ?

Moi ce que je peux dire personnellement, c'est que ça a toujours été un de mes rêves de me battre pour mon pays et le droit de ses résidents. Et ce qu'on fait, je le dis en toute honnêteté, est le premier mouvement de toute l'histoire du Liban qui me représente moi et beaucoup d'autres Libanais, qui croient en un Liban laïc et non corrompu. Ce mouvement représente l'espoir... L'espoir de pouvoir vivre et gagner sa vie ici sans être obligé d'aller dans un autre pays du Golfe pour l'argent. L'espoir d'un pays où mes enfants pourront avoir une éducation décente. L'espoir d'un pays où je ne serai pas laissé pour mort en étant vieux. L'espoir de vivre dans la dignité... Une précision : le mouvement citoyen n'est en rien responsable de tout ce qui je dis, ce n'est que mon opinion personnelle, mon point de vue sur le sujet. ●

* Interview réalisée en novembre 2015.

Palestine

«Jusqu'à ce que vous mouriez»



A lors que nombre de nos camarades et amis palestiniens sont touché.es de près par la répression qui s'abat ces derniers mois sur le mouvement de résistance à l'occupation, nous avons appris le 21 octobre dernier la mort d'Hashem Azzeh, qui vivait à Al-Khalil, Hébron. Sur cette photo prise en septembre 2010, il est ac-

compagné de son épouse Nasreen et de leurs enfants. Plusieurs cénétistes ont eu l'occasion de les rencontrer chez eux, dans la vieille ville, où ils continuaient de résider envers et contre tout : derniers habitants palestiniens de cette zone, ils étaient entourés de maisons de colons dont ils devaient affronter la violence au quotidien. Un article

paru dans le CS de février 2012 décrivait leurs difficultés et leur courage. C'est finalement les gaz de l'armée d'occupation qui auront eu raison d'Hashem, mort atroce qui résonne comme en écho aux propos de soldats israéliens rapportés par les habitants du camp de réfugiés d'Aïda, à Bethléem : «Nous vous gazerons jusqu'à ce que vous mouriez..» ●

Espagne

Bâillon, violon, criminalisation, répression

Soutien aux militant.es libertaires arrêté.es en Espagne !

Depuis le début de l'année, en Espagne, la répression se durcit contre les mouvements sociaux et de protestation. Entrée en vigueur cet été, la loi « Mordaza » (« du bâillon ») a pour but de réduire les droits de manifestation et d'expression.

Dans le même temps, une vague de descentes policières dans les milieux libertaires a mené à de nombreuses arrestations. Les opérations « Pandora », « Piñata » (ou Pandora 2), et ce 28 octobre dernier, l'opération « Pandora 3 », a ajouté neuf arrestations arbitraires à une longue liste.

Il s'agit de véritables rafles, dans des squats, des maisons culturelles, des locaux associatifs. Il s'agit de criminaliser une idéologie et de désigner comme « ennemis de l'intérieur » des militant.es accusé.es de « désobéissance à l'État espagnol » (sic). Dans la tradition des méthodes

franquistes, tout.e opposant.e à l'État espagnol est considéré.e comme terroriste potentiel.

Des cahiers de notes de réunions ont été saisis, la possession d'un logiciel de protection des données, ou une adresse mail en riseup, autant d'éléments considérés comme « suspects », de prétextes à multiplier les attaques visant à étouffer tout mouvement contestataire, dans un climat d'injustice sociale et économique insupportable.

Mais cette politique n'est malheureusement pas une particularité ibérique... En France, le même travail de sape se déroule en silence : les condamnations se multiplient également envers les militant.es sociaux et syndicaux. Criminalisation des personnes qui accueillent ou hébergent des sans-papiers, condamnation de notre camarade Fouad Harjane (CNT) à 40 000 euros pour avoir participé à une action anti-CPE, et

récemment mise en garde à vue de notre camarade Nara Cladera (Solidaires) pour avoir reçu chez elle un fils de militant basque. Sans parler de nos camarades d'Air France traité.es comme des criminel.les et jeté.es dans la tourmente de la justice de classe pour avoir exprimé leur révolte contre le cynisme patronal.

La CNT 30 soutient les camarades d'Espagne et de France victimes de la répression d'État et de la criminalisation du mouvement social, et demande la levée immédiate de toute poursuite et toute sanction à leur encontre.

Nous appelons les militant.es à être solidaires et vigilant.es face au durcissement de l'appareil répressif qui s'attaque aux mouvements de contestation sociale en profitant du prétexte de mesures anti-terroristes après les attentats de janvier.

Solidarité internationale ! ●

La CNT 30

“On a fait entendre dans un certain monde, des plaintes contre nos coups de navette.”

« Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans..., paroles ouvrières des canuts », Raphaële Perret
Éditions de la CNT-RP, 200 pages, 10€

chez votre libraire ou en commande à : Éditions CNT-RP, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris (frais de port en supplément).



L'École normale supérieure de Lyon et le CNRS, via le laboratoire de recherche Triangle, a exhumé des archives lyonnaises le journal L'Écho de la fabrique, publié de 1831 à 1834. Trace passionnante de l'histoire des canuts, cette exhumation a donné lieu à deux ou trois publications qui ne sont malheureusement pas fondamentalement prévues pour être lues par le public béotien que nous sommes. Raphaële Perret, pourtant béotienne de son état (entendez par là et de manière ni péjorative pour les uns, ni pour les unes, ni pour les autres : n'appartenant pas au sérail de la recherche officielle), s'entiche de la lecture de ces publications et surtout des numéros de L'Écho. Une rubrique, en dernière page, retient tout particulièrement son attention : les coups de navette. Et voilà qu'elle décide de nous faire partager son engouement pour cette parole ouvrière et ce de manière tout à fait “tout public” : elle nous propose un livre qui met en avant ces phrases satiriques – que vous retrouvez tout au long de ce numéro du Combat syndicaliste et dont l'orthographe et la ponctuation ont été préservés –, accompagnées de textes contextuels et explicatifs à la gouaille vacharde où l'on retrouve à travers le temps ces travailleurs de la soie, leur esprit de révolte et leur capacité d'organisation.

Ci-dessous nous reproduisons un extrait de l'introduction du livre, et tenons-nous le pour dit : Non, Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans... !

Historiquement associés aux insurrections, les canuts sont le symbole d'une industrie bien particulière, qui se définit autant par ses membres que par les lieux dans lesquels elle a prospéré : l'industrie lyonnaise de la soie, également appelée « la fabrique ».

[...] Du 30 octobre 1831 au 4 mai 1834, tous les dimanches, sur huit pages et deux colonnes, paraissait à Lyon L'Écho de la fabrique, le premier journal ouvrier pérenne en France. « Journal industriel » puis « journal industriel et littéraire », 130 numéros pour donner la parole aux ouvriers.

« Ce journal manquait à notre population ouvrière; il lui fallait un organe spécial, un défenseur actif de ses intérêts matériels, une tribune de

laquelle elle pût hautement proclamer ses droits, exposer ses griefs et formuler ses vœux; des hommes généreux et dévoués l'ont élevée cette tribune; ils ont mis en commun leurs économies; ils ont emprunté au produit si faible d'un travail cependant si pénible. Quelques hommes philanthropes sont aussi venus en aide à cette noble entreprise. [...] Fidèle à la bannière qu'il a élevée, le journal L'Écho de la fabrique n'a jamais fait invasion dans le domaine de la politique; il n'a abordé que des questions de sa compétence; tous ses efforts ont tendu constamment à l'émancipation de l'industrie. » (Plaidoirie de Me Chanay, avocat du gérant de L'Écho, lors de leur procès pour diffamation en cour d'appel en mai 1833.)

[...] La notion de liberté de la presse, même sous conditions, était alors toute récente. À peine quinze mois avant le premier numéro de L'Écho, Charles X publia une ordonnance déclarant : « La liberté de la presse périodique est suspendue. » C'est cette ordonnance

qui mit le feu aux poudres et lança la Révolution des Trois Glorieuses. Mais le peuple parisien a beau avoir été victorieux dans les rues, c'est à nouveau un roi qui fut proclamé par la Chambre des députés. Louis-Philippe remplaçant son cousin Charles X et la charte constitutionnelle du mois d'août 1830 mentionnait dès l'article 7 : « Les Français ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions en se conformant aux lois. La censure ne pourra jamais être rétablie. » En fins analystes politiques, les ouvriers canuts n'ont pas attendu que ce « jamais » prenne fin (à peine cinq années plus tard...) et ils profitèrent de cette accalmie : L'Écho de la fabrique fit son apparition. Mais la presse devait toujours se conformer aux lois dites de Serre qui dataient de 1819 et qui imposaient pour un journal politique un cautionnement de 16000 francs. L'Écho ne fut donc pas politique, ce qui ne les empêcha pas de donner la recette de la poudre à canon en novembre 1832 dans le numéro anniversaire de l'insurrection des canuts...

On assure que depuis long-temps il règne chez les négocians une épidémie teigneuse, qui s'est ensuite communiquée à leurs commis. C'est pour cela que bien peu lèvent leur chapeau en entrant chez les ouvriers.

Coups de navette - 30 septembre 1832
Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans...*





[...] Comme attendu, dans L'Écho de la fabrique, les canuts trouvaient des textes purement techniques – mode de conditionnement des soies, compte-rendu des brevets d'invention, annonces diverses sur du matériel à vendre, notices pratiques sur le commerce, etc. – ainsi que des textes relevant de leur vie quotidienne et sociale : sur l'hygiène (ils relayèrent par exemple les instructions sanitaires à suivre pendant l'épidémie de choléra), sur la situation des femmes, sur l'instruction populaire.

Mais la plus grande place était faite à leurs conditions de vie de travailleurs.

À des textes théoriques sur l'utilisation des machines dans l'industrie, la reproduction des prix courants et les interdictions de coalitions pendant la monarchie de Juillet répondaient des lettres de canuts – et parfois de négociants – « au rédacteur ». Dans ces courriers, transparaissent le plus souvent leurs opinions et les abus des négociants. Abus suffisamment nombreux pour qu'une rubrique soit créée sous le nom de « réclamations » : « L'Écho de la Fabrique ne manquera jamais de publier de pareils faits; et quiconque les renouvellera, sera signalé sans ménagement à l'opinion publique; car les écrivains de cette feuille ne garderont jamais le silence sur ceux qui spéculeront sur la misère des ouvriers. Leur tâche est difficile à cet égard; mais ils la rempliront avec zèle et courage. » Avec tellement de zèle et de courage que le journal établit un « catalogue » des négociants qui ne respectaient pas les jugements des prud'hommes, ce qui leur valut d'ailleurs leur premier procès...

Avec le conseil des prud'hommes institué en 1806 pour la fabrique lyon-



naise, la notion de droit dans le domaine du travail prenait une tout autre importance, et L'Écho rendait compte dans chaque numéro de ses jugements. Ils n'ont cessé par la suite de relayer la revendication d'une jurisprudence fixe. Et comme cette demande resta lettre morte, ils l'établirent eux-mêmes : « Une jurisprudence ainsi fondée, sur des jugements et susceptible d'être invoquée dans toutes les affaires identiques, liera le conseil envers ses justiciables et empêchera l'arbitraire de s'y introduire. »

Ils ne s'arrêtèrent pas au droit du travail. Ils se penchèrent sur une jurisprudence pour la location des maisons, sur les procès de cours d'assises, du tribunal de police correctionnelle, de la justice de paix et même sur le domaine législatif dans son ensemble : « Ne pouvant, nous, prolétaires, concourir nous-mêmes à la formation de la loi, on ne trouvera sans doute pas mauvais que nous jetions un coup d'œil sur la manière dont ceux qui se sont exclusivement chargés de la faire pour nous, s'acquittent de ce devoir. »

[...] La « classe prolétaire » dans son ensemble n'était pas pour autant oubliée : revendications des ouvriers d'autres villes en France et en Angleterre, notices biographiques d'ouvriers d'autres industries (bijoutiers, menuisiers, etc.) trouvaient leur place dans L'Écho.

Dès le n°19, L'Écho de la fabrique n'eut plus seulement pour sous-titre « journal industriel » mais « journal industriel et littéraire ». C'était certes pour éviter le cautionnement d'une feuille politique mais surtout pour informer ses lecteurs : une véritable revue de

presse de journaux régionaux, nationaux et même internationaux; des textes théoriques, principalement autour des idées de Saint-Simon puis de Fourier; des notices biographiques d'hommes politiques; des chansons populaires, revendicatives; des comptes-rendus d'ouvrages; des « lectures prolétaires » (« M. Marius Ch...g l'un de nos collaborateurs, a promis de nous donner divers morceaux, ou pensées choisies, extraits de divers auteurs et nous les insérerons sous ce titre, pour l'instruction des prolétaires qui n'ont pas le temps de lire eux-mêmes. »). [...] Sans oublier ce qui nous intéresse plus particulièrement : les « coups de navette ».

Présents dès le premier numéro de L'Écho, les « coups de navette » tiraient leur nom d'un geste technique de tisseur : celui-ci jetait la navette alternativement de droite à gauche et de gauche à droite pour former la trame des étoffes avec le fil qu'elle renfermait. Cette façon de « chasser » la navette était subite, rapide, brusque et efficace, tout comme l'était un « coup de navette » de L'Écho. Ces petites phrases acerbes, ces saillies qui se situaient le plus souvent en dernière page, revenaient sur des débats en cours ou sur un abus des notables de la ville. Rien de tel que l'ironie et le sarcasme pour exposer au grand jour les injustices subies par les ouvriers.

« On a fait entendre dans un certain monde, des plaintes contre nos coups de navette. Nous les avons pesées, et même, nous vous le dirons, nous nous en sommes réjouis. Nous ne les supprimerons donc pas, peut-être leur donnerons-nous une plus grande extension. Ils dérident plus d'un front, s'ils en couvrent d'autres de nuages. L'arme du ridicule est toute puissante en France; nous immolerons sans pitié sous ses coups tous ceux qui s'y exposeront. » ●

On appelle *tracassier*
un homme qui ne sait pas mourir paisiblement de faim.

Coups de navette - 14 octobre 1832
Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans.*

Red & Black Christmas

Idées de lectures pour mettre sous le sapin rouge et noir.

Noël arrive... Bien qu'il s'agisse d'une fête plus que conventionnelle et pleinement intégrée dans l'aliénation marchande du capitalisme néolibéral triomphant, les lecteurs du CS offriront sûrement des cadeaux à leurs proches, comme tout un chacun (preuve s'il en est qu'un anarchosyndicaliste reste un être « normal »...). Voici donc quelques pistes sulfureuses pour faire que ces cadeaux puissent servir à « instruire pour révolter » comme disait un ancien.

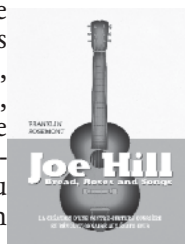
Pancho Villa, pirates, Joe Hill et des bastards...

Comme on est jamais mieux servi que par soi-même, commençons par la plus honteuse des autopromos. Outre de magnifiques objets textiles (sweat et T-shirt, comme l'annonçait le précédent CS), la CNT dispose de ses propres éditions. Et, oh miracle, certains de ses titres les plus prometteurs sont toujours, ou à nouveau, disponibles en librairie (1) ou directement auprès des éditions CNT (2), mais jamais, nom de dieu (s'il existe), sur des plateformes hideuses du type Amazon ! Conseillons donc objectivement le tout-dernier-né, «*Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans. Paroles ouvrières des canuts*», superbe sélection de textes ironiques et politiques issus des coups de navettes du journal L'Écho de la fabrique des années 1830. Un véritable bijou de parole ouvrière et de littérature prolétarienne. Un premier bon moyen de s'instruire le sourire aux lèvres.



Ajoutez-y une pincée d'analyse historique plus traditionnelle avec la res sortie en librairie de «*Histoire du fascisme aux États-Unis*», de Larry Portis, agrémentée d'une nouvelle couverture. Toujours aux States, faites un petit tour

World), syndicat révolutionnaire autogestionnaire. Ses chansons sont devenues des hymnes, interprétées aujourd'hui encore par des artistes comme Joan Baez, Bruce Springsteen, Tom Morello (Rage Against The Machine), excusez du peu. Et comme on est sympas, on pourrait même vous envoyer un livret de chant pour organiser des karaokés moins cons ou, si vous êtes plus solitaires, changer un peu votre récital de douche.



■ Pirates des mers sucrées...

Et si Joe Hill s'était d'ailleurs appelé Jojo doté d'une enfance en réalité épanouie sur les ponts des plus beaux vaisseaux pirates ? Alors nous pourrions voir dans «*Jojo le pirate partage le butin*», de Charlotte Dugrand et Bruno Bartkowiak, aux éditions Libertalia (3), une belle histoire d'initiation pour les petiots (entre 3 et 7 ans selon les auteurs, mais les libertaires étant de vieux enfants, selon les gens réalistes, on peut imaginer que ce livre dépasse les frontières bourgeoises !), une sorte de morale anarchiste kropotkinienne illustrée et adaptée pour des âges où la lecture est encore balbutiante. Cher aux enfants de tous horizons, le thème des pirates trouve ici son sens véritable en proposant une fable sur le partage et la solidarité qui pose déjà nombre de questions et débats à l'âge de «l'innocence». Sachez en tous cas que l'avenir de l'humanité est entre vos mains : ne pas offrir cet ouvrage aux mêmes qui vous entourent, c'est les condamner à une vie de soumission en leur fermant les portes d'une éducation émancipatrice... et drôle, car rire est le propre du révolutionnaire !



■ Pancho Villa gravé dans le papier

Et puisqu'on en est aux récits exaltants des aventures de partageux sans scrupules et sans maîtres, que l'art peut être de révolte en plus d'être beau, comme dirait encore l'ancien, et que, cela ne gâche rien, on aime parler de nos amis, jetez-vous sur «*Pancho Villa. La bataille de Zacatecas*», de Paco Ignacio Taibo II et illustré par les gravures d'Eko, aux éditions Nada (4). Comme l'annonce l'éditeur, « ce roman graphique fait la chronique à la fois drôle et tragique de ce fait d'armes qui a nourri la légende de Pancho Villa, l'un des plus célèbres héros du Mexique contemporain ». Elle est pas plus belle la vie ? (5)



■ Chroniques d'un parleur au départ non annoncé

Une petite touche de tristesse pour boucler cette liste non exhaustive pour cracker le capitalisme, comme dirait un plus récent (6). Mardi 27 octobre dernier, s'est éteint Ayerthal, l'un des plus prolifiques, géniaux et engagés auteurs de science-fiction et polar français. Malade depuis plusieurs mois (ce qui l'avait conduit à annuler sa participation au festival de la CNT en mai dernier pour un débat en compagnie de Alain Damasio notamment (7)), Ayerthal se définissait volontiers comme communiste libertaire, et son engagement pouvait se lire dans chacun de ses livres, sans avancer avec de gros sabots, mais avec la fluidité de celui qui sait rythmer ses récits et leur donner une véritable consistance. Si la plupart de ses écrits sont disponibles aux éditions indépendantes du Diable

Les ouvriers sont plus *tracassés* que *tracassiers*.



Coups de navette - 14 octobre 1832
Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans...*



Là où tu vis
la CNT lutte

Vauvert (8), finissons avec un clin d'œil affectif : son dernier roman, «*Bastards*», est traversé de félins justiciers, ce qui ne peut que plaire à celles et ceux du syndicat du chat ! Et pour conclure sans emphase, reprenons ces quelques mots de Diable Vauvert pour annoncer le décès : «*Hélas Ayerdhal n'est plus, lisez ses livres, les écrivains ne meurent jamais.*»●



Fred, SIPMCS et Anne, STE75

1. Les éditions CNT sont diffusées par nos amis de *Hobo Diffusion*, dont le catalogue pourra sans aucun doute élargir votre champ des possibles en termes d'offrandes subversives : www.hobo-diffusion.com
2. www.cnt-f.org/editions-cnt-tp et edcnt@nology.org
3. www.editionslibertalia.com
4. www.nrda-editions.fr
5. Rien à voir avec la série télé du même nom.

Le cycle des «anartistes»

Un cycle de débats art et anarchie à l'université populaire de Nantes.

Pour beaucoup d'entre nous*, il existe un lien logique entre art et anarchie, tout du moins entre art et révolte. Pourtant, dans le cadre du capitalisme, l'œuvre d'art est une marchandise de luxe. Quelles oppositions à ce phénomène de captation y a-t-il eu par le passé ? Quelles pratiques libertaires de l'art se sont-elles mises en place et quelles peuvent être les tactiques de subversion et de révolte dans le champ de l'art ? C'est à ces questions que ce cycle art et anarchie s'efforcera de répondre.

Une première séance a été consa-

D'ailleurs, si vous voulez voir un truc vrai (et intelligent, ce qui est une option non négligeable) sur Marseille, regardez le documentaire « La Fête est finie », de Nicolas Burlaud : <http://lafa-teestfinie.primitivi.org/>

6. Pour ce qui est de l'ancien et du plus récent, voici les réponses à ses énigmes mal foutues et un peu osées. Il s'agissait de Fernand Pelloutier, pour l'ancien, auteur de plusieurs livres et textes sur le syndicalisme, les bourses du travail (dont il est l'un des principaux fondateurs), l'éducation et l'art. Quand au plus récent, il s'agit de John Holloway, universitaire mexicain proche des zapatistes, dont les principaux ouvrages en français sont dispos aux éditions Libertalia. Ce qui nous permet subtilement de glisser au passage que les camarades du comité de soutien aux peuples du Chiapas en lutte (alias CSPCL, <http://cspcl.ouvaton.org>) vendent de l'artisanat zapatiste et organisent en décembre des marchés solidaires (avec également des associations de solidarité avec la Palestine, les Indiens d'Amérique, etc.). C'est à Paris dimanche 13 décembre au local du 33 rue des Vignoles et samedi 21 au CICP).

7. www.youtube.com/watch?v=Lt8U0xCTMSE

8. www.facebook.com/Au-Diable-Vauvert-168905876546193/

crée aux différentes visions et intentions des penseurs de l'anarchie (Proudhon, Bakounine, Pelloutier...) mais aussi Marx et Trotsky concernant l'art, tout en maintenant un lien entre ces théories et des pratiques artistiques qui leur sont contemporaines et parfois fusionnelles. Évocation d'artistes ayant un lien avec l'anarchisme, de Courbet à Dubuffet, en passant par le courant Dada.●

* Lancée il y a plusieurs années par la CNT dans un esprit d'éducation populaire et de savoir partagés, l'Université populaire de Nantes s'est ouverte à toutes bonnes volontés.

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par secteur géographique. Voici les adresses par régions.

Bureau confédéral
5, place des charrons - 57000 Metz
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org

★1 Alsace
Union régionale CNT

c/o Lucha y Fiesta
BP 30017
67027 Strasbourg cedex1
09 52 91 12 14
alsace@cnt-f.org



★2 Aquitaine
Syndicats Gironde

36, rue Sanche-de-Pomiers
33000 Bordeaux
06.95.52.69.71
ul33@cnt-f.org

Syndicats régionaux

PTT Aquitaine
BP 8009
33704 Mérignac
Culture Aquitaine
36, rue Sanche-de-pomiers
33000 Bordeaux

★3 Auvergne
Union locale CNT

Salle Poly, place Poly
63100 Clermont-Ferrand

★4 Bourgogne
Syndicat intercorporatif CNT de Saône-et-Loire

19 rue du pavé
71290 Cuizer
interco71@cnt-f.org
06 01 22 17 94

Syndicats CNT Nièvre

BP 25
58018 Nevers-Courlis
Syndicats CNT Dijon
BP 392, 21011 Dijon

★5 Bretagne et Pays de la Loire
Union régionale CNT

BP 3042
35004 Rennes CEDEX
06 34 98 30 72
bretagne@cnt-f.org

★6 Centre

259, rue de Bourgogne
45000 Orléans
interco.45@cnt-f.org

★7 Champagne-Ardennes
Syndicats CNT Marne

BP 9000
51201 Épernay CEDEX

★8 Franche-Comté
Syndicats CNT Doubs

c/o CESL, BP 121
25014 Besançon CEDEX
cnt-doubs@cnt-f.org
Syndicat intercorporatif CNT Jura
BP 98,
39140 Bletterans CC

★9 Île-de-France
Union régionale CNT

33, rue des Vignoles,
75020 Paris
01 43 72 95 34
br.rp@cnt-f.org

★10 Languedoc-Roussillon
Union régionale CNT

BP 90256, 6 rue d'Arnal
30000 Nîmes
ur.lr@cnt-f.org

★11 Limousin
Union locale Limousin

6, rue de Gorre
87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

★12 Lorraine
Union régionale CNT

ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle
5, place des Charrons,
57000 Metz
ud57@cnt-f.org

★13 Midi-Pyrénées
Union régionale CNT

18, av. de la Gloire
31 500 Toulouse
Tél. : 09 52 58 35 90

★14 Nord-pas-de-Calais
Union régionale CNT

32, rue d'Arras
59000 Lille
03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

★15 Normandie
Syndicats CNT Calvados

BP 02
14460 Colombelles
Syndicats CNT Seine-Maritime
BP 411
76057 Le Havre CEDEX
Syndicat CNT Eure
interco27@cnt-f.org

★16 PACA
Union régionale CNT-STICS 13

c/o 1000 bâbord
30, rue Consolat
13001 Marseille

★17 Pays de la Loire
voir Bretagne

★18 Picardie
Voix avec le BC

★19 Poitou-Charentes
Union régionale CNT

20, rue Blaise Pascal
86000 Poitiers
05 49 88 34 08

★20 Rhône-Alpes
Union régionale CNT

Salle 15 bis
Bourse du travail
42028 Saint-Étienne
CEDEX 1
04 77 25 78 04

Demandez le programme

17 novembre 2015: Art en anarchisme

15 décembre 2015 : Histoire du bataillon des imprimeurs dans la Commune

5 janvier 2016 : Les Surréalistes et l'anarchisme

26 janvier 2016 : L'Atelier populaire de Paris en 68 et la pratique de la sérigraphie

2 février 2016 : L'Atelier populaire de Nantes dans les années soixante-dix.

1er mars 2016 : Échange autour de collectifs artistiques autonomes.

La pétition des propriétaires

de Lyon a été rédigée par M. Vautour, celui-là même qui disait à un locataire, dont il faisait vendre les meubles pour défaut de paiement : « Quand on n'a pas de quoi payer son loyer, il faut avoir une maison à soi. »

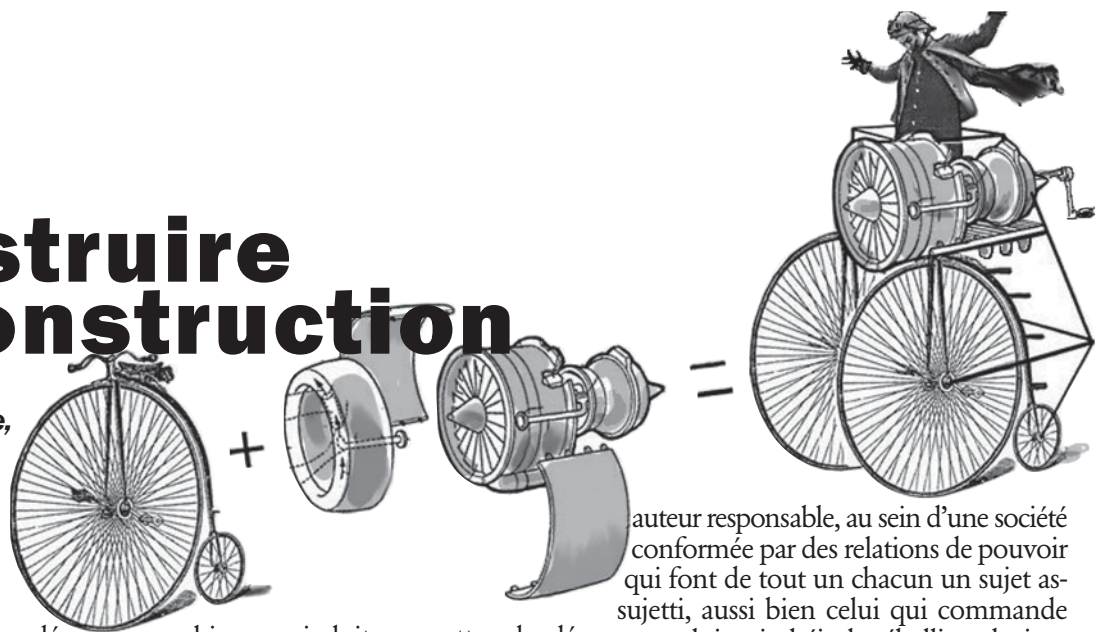


Coups de navette - 4 novembre 1832

Extrait de *Les ouvriers ne servent plus des oranges-outans...*

Déconstruire la déconstruction

Le désert de la critique. Déconstruction et politique, Renaud Garcia, L'Échappée coll. Versus, 2015, 224 p. 15 euros



Le désert de la critique : déconstruction et politique est la seconde publication de la collection Versus des éditions L'Échappée. Renaud Garcia est déjà l'auteur d'une thèse sur Pierre Kropotkine, le théoricien russe de l'anarchisme. Dès son introduction, Garcia avertit : la critique menée dans ce livre se fera du point de vue de l'anarchisme social. Cet ouvrage s'inscrit dans le débat assez vif sur la postmodernité qui anime le milieu anarchiste depuis une vingtaine d'années. En effet, après mai 1968, l'émergence de nouvelles formes de pensée dite postmodernes, qui remettent en question jusqu'à l'idée même d'un sujet politique révolutionnaire en proposant de nouveaux projets mobilisateurs incluant des revendications d'épanouissement personnel, rentre en conflit avec les exigences d'émancipation et de justice sociale des mouvements révolutionnaires dit « traditionnels ». Ces nouvelles manières de penser les luttes ont influencé certains mouvements post anarchistes. Le projet poursuivi par Renaud Garcia est de passer au crible de la critique analytique le concept de déconstruction du philosophe Derrida et du même coup tout un pan de la pensée postmoderne, dont les principaux représentants sont Michel Foucault, Jean François Lyotard, Gilles Deleuze, Félix Guattari.

Le concept de déconstruction est, au départ une technique de lecture philo-

sophique qui doit permettre de décomposer un texte afin d'y faire apparaître les omissions et les sous-entendus. Par extension, la déconstruction a conduit à défaire et à décomposer toutes sortes de structures linguistiques, politiques, culturelles, et philosophiques. Garcia souhaite démontrer les répercussions désastreuses de ce type d'approche critique, dite postmoderne, sur l'extrême gauche, dans la mesure où, ancrées dans une volonté de « déconstruction » systématique, elles détournent les énergies révolutionnaires et favorisent paradoxalement les évolutions du système libéral. Pour lui, le motif de la déconstruction condamne toute tentative critique qui chercherait encore à orienter le combat politique et social en fonction de notions comme la dignité humaine, la justice ou la vérité.

■ Inutile, la rébellion ?

L'auteur explique que pour cette pensée dite postmoderne, il ne s'agit plus seulement de critiquer le capital exploitant la force de travail, la forme-marchandise aliénant la vie quotidienne, ou l'État réprimant l'individu. Il s'agit d'établir un diagnostic plus général, où les résistances s'entrecroisent pour mettre en question quelque chose que l'on pourrait nommer « domination », mais pas au sens d'un pouvoir vertical qui s'exerce de haut en bas sur les dominés, mais de manière diffuse et éclatée. La théorie du pouvoir chez Foucault énonce que le pouvoir est inhérent à toute relation humaine, ce qui conduit à ne plus distinguer le « pouvoir sur » (pouvoir contrainte) et le « pouvoir de » (pouvoir capacité). Devant un pouvoir anonyme et généralisé sans

auteur responsable, au sein d'une société conformée par des relations de pouvoir qui font de tout un chacun un sujet assujéti, aussi bien celui qui commande que celui qui obéit, la rébellion devient inutile. Ainsi les théories issues de la postmodernité rendent impossible tout projet d'émancipation révolutionnaire.

Garcia rappelle que l'universalisme des Lumières doit être sévèrement critiqué, notamment avec les figures tutélaires d'Adorno et d'Horkheimer. Cependant, la postmodernité théorique articule son discours par un rejet radical de la rationalité des Lumières au nom des effets d'assujétissements qu'elles véhiculaient. Cette critique des Lumières inaugurée par les courants de la déconstruction, et reproduite souvent telle quelle dans les milieux militants contemporains, risque de laisser moins d'outils que ces derniers ne le pensent pour critiquer l'ordre des choses existant, car elle récuse également une critique sociale qui puisse servir le plus grand nombre, autour de combats partageables, susceptibles de tracer un devenir commun. C'est pourquoi l'auteur invite à nouer un rapport dialectique à cet héritage. Il prend pour exemple la critique des Lumières par les Indigènes de la République, mouvement marqué par la déconstruction, pour montrer que cette critique sert provisoirement les besoins de la cause, mais risque de s'em pêtrer dans un antagonisme sans voie de sortie par le haut. Il rappelle que tout horizon universaliste n'est pas nécessairement synonyme d'écrasement des particularités et de domination. Il y a un héritage émancipateur à partager, de la démocratie athénienne à la critique des Lumières. Son origine occidentale ne devrait pas conduire à le rejeter purement et simplement.

■ L'inspiration zapatiste

Garcia propose ensuite de s'appuyer

Il n'y a rien de si sot ni de si fier qu'un parvenu.



Coups de navette - 27 janvier 1833
Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans.*

sur le modèle zapatiste, comme source d'inspiration, pour se déprendre de trois schémas sociaux : la fragmentation absolue hors de toutes norme commune ; le repli identitaire différencialiste ; l'appel au cadre commun fourni par l'Etat. Pour l'auteur, il s'agit de partir de l'expérience primaire du commun pour fonder une politique de la communauté. Par conséquent, plutôt qu'un universalisme, il propose d'évoquer un « pluriversalisme » issu d'un dialogue difficile mais hautement souhaitable entre l'unité et la pluralité.

Selon Garcia, la vision de la productivité du pouvoir est la thèse de Foucault qui a rencontré la plus grande fortune. Selon le philosophe, le caractère diffus du pouvoir implique de fait la présence d'autant de points de résistance, qui permettent l'application du pouvoir, mais également sa possible réversibilité. En déconstruisant l'opposition, la théorie foucauldienne récuse toute critique de l'ordre politique établi qui prétendrait s'effectuer depuis un point de vue extérieur. Des motifs critiques tel que l'aliénation, la dépossession, la réification et la répression ne sauraient plus organiser de résistance valable, car tous supposent, selon Foucault, un substrat, une nature, une vie capable de se déployer harmonieusement dans un autre système social, et empêché de le faire dans ce système-ci. Cette théorie foucauldienne ouvrait des champs de résistances politiques en recomposant le répertoire des concepts de la critique sociale.

■ Féminisme queer

C'est notamment dans le féminisme queer qu'elles se sont recomposées. Les féministes matérialistes luttent

principalement contre un système symbolique, social et économique. La subversion aura désormais plutôt tendance à déconstruire des identités dont la stabilité n'est que l'effet de discours répétés. C'est sur les traces de la théorie du pouvoir de Foucault et de la déconstruction par Derrida que la philosophe Judith Butler développe la théorie queer, qui considère que, non seulement le genre est un construit social, mais encore une matrice à partir de laquelle est construit le sexe lui-même. Butler met en évidence une marge d'intervention qui rend possible des pratiques subversives. Dans cette trajectoire, c'est au drag queen qu'il revient d'exemplifier, sur le mode parodique, la fragilité des genres et des sexes dominants. Dès lors, la dissémination des imitations devient possible, entre autres la circulation des masculinités féminines et des féminités masculines, dans un processus de déconstruction ludiques des identités. Garcia constate ici le changement d'horizon politique et la conception toute particulière de l'action qui en découle. En ramenant l'action politique à la subversion de l'identité, la pensée de la déconstruction a opéré une réorchestration totale de ce que signifie lutter contre l'injustice sociale.

■ Retour à la critique des aliénations

Pour autant, Renaud Garcia ne conteste pas complètement l'apport du postmodernisme pour la pensée critique, notamment sur le fait de prendre en compte des oppressions autres qu'économiques. Mais à l'heure où les théories queer et leur divers relais dans le post anarchisme donnent, avec un luxe de complexité théorique,

le sentiment que l'idée d'un agir collectif a fait long feu, au profit d'un jeu sur les identités, l'auteur plaide pour un retour à un projet commun de lutte sociale. Il invite donc à relire des auteurs comme Marcuse, Debord et Lefebvre, théoriciens critiques de l'aliénation, du spectacle et de l'exploitation comme point de départ d'un renouvellement de la critique sociale du capitalisme.

Loin d'être un pamphlet polémique supplémentaire, l'ouvrage de Renaud Garcia est un essai critique clair qui réussit à rendre compréhensible les concepts philosophiques du postmodernisme, parfois abscons. En déconstruisant jusqu'à l'idée même d'un sujet capable de transformer la société, ces théories postmodernes ont conduit une partie de la mouvance anarchiste dans une impasse révolutionnaire. Considérant que tout projet révolutionnaire est forcément totalitaire, dès lors qu'il prétend imposer les formes et les structures que devrait adopter une autre organisation sociale, ces mouvements post anarchistes se boment à lutter contre les formes de la domination et mettent en place des espaces éphémères afin d'y expérimenter de nouveaux modes de vie alternatifs. C'est dans ce contexte que le projet révolutionnaire émancipateur et auto-géré de réorganisation politique et économique de la société, porté par les militants anarchosindicalistes peut contribuer à résoudre ce débat. À la condition d'intégrer les apports issus du féminisme, des mouvements des minorités ethniques et de l'écologie. ●

Thierry, STE75

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts. **DE COMBAT !** Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. **AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es.

C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire.

Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

Pour rendre raison
il faudrait en avoir.



Coups de navette - 3 février 1833

Extrait de *Les ouvriers ne seront plus des oranges-outans...*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

COMMUNE DE PARIS 1871

APPEL AUX ÉLECTEURS PARISIENS

CITOYENS,

Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant votre vie, souffrant des mêmes maux.

Défiez-vous autant des ambitieux que des parvenus ; les uns comme les autres ne consultent que leur propre intérêt et finissent toujours par se considérer comme indispensables.

Défiez-vous également des parleurs, incapables de passer à l'action ; ils sacrifieront tout à un beau discours, à un effet oratoire ou à un mot spirituel. Évitez également ceux que la fortune a trop favorisés, car trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère.

Enfin, cherchez des hommes aux convictions sincères, des hommes du peuple, résolus, actifs, ayant un sens droit et une honnêteté reconnue. Portez vos préférences sur ceux qui ne brigueront pas vos suffrages ; le véritable mérite est modeste, et c'est aux électeurs à choisir leurs hommes, et non à ceux-ci de se présenter.

CITOYENS,

Nous sommes convaincus que si vous tenez compte de ces observations, vous aurez enfin inauguré la véritable représentation populaire, vous aurez trouvé des mandataires qui ne se considéreront jamais comme vos maîtres.

Hôtel de ville de Paris, le 25 mars 1871.

COMITÉ CENTRAL DE LA GARDE NATIONALE

**ABONNEZ-VOUS
AU COMBAT
SYNDICALISTE**

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste c/o CNT* - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris.

**ABONNEMENT
GRATUIT**



Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine.
Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.